

Rapport financier

Exercice terminé le 31 décembre 2023

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Matthieu Levasseur, suis responsable de la préparation du Rapport financier de Ville de Warwick pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023 et atteste de sa véracité.

Signature _____ Date _____

Table des matières

États financiers audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État des résultats	4
État de la situation financière	5
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers	8
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	26
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	27
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	28
Charges par objets	29
Excédent (déficit) accumulé	30
Avantages sociaux futurs	34

Renseignements financiers non audités

Analyse des revenus	40
Analyse des charges	52

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la VILLE DE WARWICK,

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la VILLE DE WARWICK (l'« entité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2023 et les états des résultats, de la variation de la dette nette et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la VILLE DE WARWICK au 31 décembre 2023, ainsi que des résultats de ses activités, de la dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la VILLE DE WARWICK inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH), présentées aux pages S13, S14 et S23, et portent sur l'établissement du déficit de l'exercice et la ventilation de l'excédent accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

GROUPE RDL THETFORD/PLESSIS INC., Société de comptables professionnels agréés

Par : Michaël Bellemare, CPA auditeur

Plessisville, 2024-05-06

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget	Réalizations	
		2023	2023	2022
Revenus				
Taxes	1	7 155 279	7 511 858	6 920 693
Compensations tenant lieu de taxes	2	176 913	180 262	177 409
Quotes-parts	3			
Transferts	4	1 362 595	4 643 873	1 092 694
Services rendus	5	465 534	531 367	441 262
Imposition de droits	6	420 000	407 510	652 179
Amendes et pénalités	7	18 000	13 195	20 470
Revenus de placements de portefeuille	8	6 600	60 736	41 421
Autres revenus d'intérêts	9	28 000	57 662	42 508
Autres revenus	10		201 932	842 016
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	9 632 921	13 608 395	10 230 652
Charges				
Administration générale	14	1 126 879	1 142 484	1 138 006
Sécurité publique	15	1 479 752	1 709 911	1 562 286
Transport	16	1 669 633	1 912 589	2 004 035
Hygiène du milieu	17	1 784 835	2 743 447	1 980 682
Santé et bien-être	18		15 308	36 100
Aménagement, urbanisme et développement	19	612 895	511 515	526 973
Loisirs et culture	20	1 346 900	1 373 221	1 257 131
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	114 800	116 363	111 119
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	8 135 694	9 524 838	8 616 332
Excédent (déficit) de l'exercice	25	1 497 227	4 083 557	1 614 320
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		29 248 371	27 634 051
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27			
Solde redressé	28		29 248 371	27 634 051
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		33 331 928	29 248 371

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	248 117	1 995 923
Débiteurs (note 5)	2	7 654 754	3 028 637
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	7 902 871	5 024 560
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10	4 900 000	
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	1 028 361	520 188
Revenus reportés (note 11)	12	188 468	241 828
Dette à long terme (note 12)	13	4 084 565	4 414 913
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		
Autres passifs (note 14)	15		
	16	10 201 394	5 176 929
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(2 298 523)	(152 369)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	35 476 262	29 246 551
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	154 189	154 189
Stocks de fournitures	20		
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22		
	23	35 630 451	29 400 740
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	33 331 928	29 248 371
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	33 331 928	29 248 371
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	33 331 928	29 248 371

Obligations contractuelles (note 19)
Droits contractuels (note 20)
Passifs éventuels (note 21)
Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget	Réalisations	
		2023	2023	2022
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 497 227	4 083 557	1 614 320
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	2 163 996)(	7 686 261)(	1 716 679)
Produit de cession	3			633 874
Amortissement	4		1 456 550	1 440 542
(Gain) perte sur cession	5			(585 287)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	(2 163 996)	(6 229 711)	(227 550)
Variation des propriétés destinées à la revente	9			
Variation des stocks de fournitures	10			
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12			
	13			
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	(666 769)	(2 146 154)	1 386 770
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(152 369)	(1 539 139)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(152 369)	(1 539 139)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(2 298 523)	(152 369)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises*.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	4 083 557	1 614 320
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	1 456 550	1 440 542
Autres			
▪ Gain sur cession d'immobilisations	3.1		(535 287)
▪ Gain sur cession de prêt	3.2	(42 588)	
	4	5 497 519	2 519 575
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	(4 626 117)	(216 885)
Autres actifs financiers	6		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	508 173	(29 475)
Revenus reportés	8	(53 360)	(191 724)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9		
Propriétés destinées à la revente	10		
Stocks de fournitures	11		
Autres actifs non financiers	12		
	13	1 326 215	2 081 491
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14	(7 686 261)	(1 716 679)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15		633 874
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16	()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17		
	18	(7 686 261)	(1 082 805)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19	()	()
Remboursement ou cession	20	42 588	36 742
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21	()	()
Cession	22		
	23	42 588	36 742
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24		
Remboursement de la dette à long terme	25	(336 100)	(326 400)
Variation nette des emprunts temporaires	26	4 900 000	(47 907)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	5 752	12 367
Autres			
▪	28.1		
	29	4 569 652	(361 940)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	(1 747 806)	673 488
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	1 995 923	1 322 435
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	32		
Solde redressé	33	1 995 923	1 322 435
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	248 117	1 995 923

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

1. Statut de l'organisme municipal

La ville est une personne morale de droit public constituée en vertu de la Loi sur l'organisation territoriale municipale et régie par la Loi sur les cités et villes. Elle est dirigée par un Conseil. La ville est responsable des activités municipales à caractère local.

Conformément à sa charte, la ville adopte chaque année le budget du fonds général, dans lequel la somme totale des dépenses ne doit pas dépasser celle des recettes. Le budget lie l'administration de la ville et aucune dépense ne peut être votée à moins qu'un certificat ne soit émis par le secrétaire-trésorier attestant que des crédits sont disponibles pour la couvrir.

La ville fait partie de la municipalité régionale d'Arthabaska, organisme gouvernemental régional, qui regroupe 22 municipalités et qui est responsable de certaines activités municipales à caractère régional. La municipalité régionale de comté a été créée par une loi de l'Assemblée nationale du Québec. Les dépenses de la municipalité régionale de comté, après déduction des subventions du gouvernement du Québec, sont réparties entre ses municipalités constituantes selon le potentiel fiscal de chacune.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent accumulé à des fins fiscales présentée à la page S23.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

S/O

a) Périmètre comptable

S/O

b) Partenariats

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

La préparation des états financiers exige que la direction procède à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés au titre des actifs et des passifs et sur les montants comptabilisés au titre des produits et des charges pour les exercices visés. Les principales estimations portent sur la provision pour mauvaises créances, la dépréciation des actifs financiers et la durée de vie utile des immobilisations corporelles amortissables.

Constatation des revenus

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilisation d'exercice.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants :

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus.

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la ville consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée de la dette correspondante. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard du fonds de parcs et terrains de jeux ainsi que les droits sur les carrières et sablières sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

E) Actifs non financiers

Immobilisations corporelles :

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties en fonction de leur durée de vie estimative à compter de leur date de mise en service. L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire sur les durées suivantes :

Infrastructures : 15-20-40 ans

Bâtiments : 15-40 ans

Véhicules : 10-25 ans

Ameublement et équipement de bureau : 5-10 ans

Machinerie, outillage et équipements divers : 10-15 ans

Les immobilisations corporelles amortissables sont soumises à un test de recouvrabilité lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Une perte de valeur est comptabilisée lorsque leur valeur comptable excède les flux de trésorerie non actualisés découlant de leur utilisation et de leur sortie éventuelle. La perte de valeur comptabilisée est mesurée comme étant l'excédent de la valeur comptable de l'actif sur sa juste valeur.

Propriétés destinées à la revente :

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette.

F) Revenus

Revenus de transfert

Les subventions en provenance des gouvernements ou autres organismes sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la ville, sauf dans la mesure où les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La ville comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont respectées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux et des employés municipaux auquel participe la ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

S/O

I) Instruments financiers

Lors de leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont classés soit dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement soit dans celle sur les instruments financiers évalués à la juste valeur. Les opérations qui ne sont pas de nature contractuelle ne génèrent pas d'éléments considérés comme des instruments financiers.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les débiteurs, à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, les mutations et les amendes et pénalités sont aussi classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. L'emprunt, les créditeurs et charges à payer, à l'exception des taxes à la consommation à payer et des avantages sociaux à payer, des intérêts courus à payer et des dettes sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement lors de leur comptabilisation initiale.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

J) Autres éléments

Dépréciation

En ce qui a trait aux actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement, la ville détermine s'il existe des indications d'une possible dépréciation. Dans l'affirmative, et si la ville détermine qu'il y a eu au cours de l'exercice un changement défavorable important dans le calendrier ou le montant prévu des flux de trésorerie futurs, une réduction de valeur est comptabilisée aux résultats. Une moins-value déjà comptabilisée peut faire l'objet d'une reprise de valeur. La valeur comptable de l'actif financier ne peut être supérieure à ce qu'elle aurait été à la date de reprise de valeur si la moins-value n'avait jamais été comptabilisée. La reprise de valeur est comptabilisée aux résultats.

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

Adoption initiale — instruments financiers (chapitres SP 3450, SP 3041, SP 2601 et SP 1201)

À compter du présent exercice, l'organisme municipal a adopté les exigences des chapitres SP 3450, Instruments financiers, SP 3041, Placements de portefeuille, SP 2601, Conversion des devises et SP 1201, Présentation des états financiers, du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, applicables aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2022. Le chapitre SP 3450 comprend des exigences relatives à la constatation, à la mesure et la présentation des instruments financiers, notamment par la constatation à la juste valeur plutôt qu'au coût de certains instruments. Cette norme comprend également de nouvelles exigences importantes en ce qui concerne l'information à fournir aux états financiers, notamment sur les risques découlant des instruments financiers.

Outre les informations supplémentaires à fournir, l'adoption de ces nouvelles exigences n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la municipalité.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Adoption initiale — obligations liées à la mise hors service d'immobilisations (chapitre SP 3280)

À compter du présent exercice, l'organisme municipal a adopté les exigences du nouveau chapitre SP 3280, Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, applicables aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2022. Conformément aux exigences du nouveau chapitre SP 3280, l'organisme municipal comptabilise un passif et une augmentation correspondante du coût de l'immobilisation corporelle visée à l'égard des obligations juridiques qui sont liées à la mise hors service d'une immobilisation corporelle et qui résultent de son acquisition, de sa construction, de son développement, de sa mise en valeur ou de son utilisation normale. Ces recommandations s'appliquent aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles contrôlées par l'organisme municipal qui font ou non encore l'objet d'un usage productif, y compris les immobilisations corporelles louées.

Conformément aux nouvelles exigences, l'organisme municipal doit comptabiliser un tel passif lorsque les conditions suivantes sont réunies :

Il existe une obligation juridique qui oblige l'organisme municipal à engager des coûts de mise hors service relativement à une immobilisation corporelle.

- L'opération ou l'événement passé à l'origine du passif est survenu;
- Il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés;
- Il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause.

Conformément aux dispositions transitoires, ces exigences ont fait l'objet d'une application prospective. L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidence sur les états financiers de l'organisme municipal.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

	2023	2022
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 248 117	1 995 923
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2	
Autres éléments		
▪	3.1	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 248 117	1 995 923
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5 ()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6 248 117	1 995 923
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7 26 407	35 841
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8	

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

5. Débiteurs

		2023	2022
Taxes municipales	9	676 585	511 346
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	4 073 075	1 883 910
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	2 733 499	366 438
Organismes municipaux	13	32 964	42 581
Autres			
▪ Mutations et autres	14.1	138 631	224 362
	15	7 654 754	3 028 637
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	836 801	956 762
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20	836 801	956 762
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21		
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22	1 075 899	705 686
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23	1 861 996	689 720
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24		25 460
Ministère de la Culture et des Communications	25	64 267	65 925
Autres ministères/organismes	26	1 070 913	397 119
	27	4 073 075	1 883 910

Note**6. Prêts**

		2023	2022
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
▪	30.1		
	31		
Provision pour moins-value déduite des prêts	32		

Note**7. Placements de portefeuille**

		2023	2022
Placements à titre d'investissement	33		
Autres placements	34		
	35		
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	36		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	37		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

8. Autres actifs financiers

		2023	2022
Propriétés destinées à la revente (note 16)	38		
Autres	39		
	40		

Note**9. Emprunts temporaires**

La ville a deux emprunts temporaires. L'emprunt bancaire autorisé au montant de 500 000 \$ porte intérêts au taux préférentiel et l'emprunt temporaire autorisé au montant de 5 345 163 \$ porte intérêts au taux de 6,2 %. Les emprunts temporaires sont renégociables annuellement.

10. Crédoeurs et charges à payer

		2023	2022
Fournisseurs	41	393 052	346 713
Salaires et avantages sociaux	42	143 505	126 321
Dépôts et retenues de garantie	43	360 231	
Provision pour contestations d'évaluation	44		
Autres			
▪ Intérêts courus	45.1	28 131	23 251
▪ Organismes municipaux	45.2	103 442	23 903
	46	1 028 361	520 188

Note**11. Revenus reportés**

		2023	2022
Taxes perçues d'avance	47		
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	48		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	49		
Accès entreprise Québec	50		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	51		
Autres			
▪ Sub. - aide prép. au sinistre	52.1		46 477
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	53	187 741	169 611
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	54	727	25 740
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	55		
Société québécoise d'assainissement des eaux	56		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	57		
Autres contributions des promoteurs	58		
Fonds de redevances réglementaires	59		
Autres			
▪	60.1		
	61	188 468	241 828

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

12. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance			2023	2022
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,68	4,50	2024	2028	62	4 088 400	4 424 500
Obligations et billets en monnaies étrangères					63		
Gains (pertes) de change reportés					64		
					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		
Autres					69		
					70	4 088 400	4 424 500
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(3 835)	(9 587)
					72	4 084 565	4 414 913

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2023
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2024	73		2 020 000			2 020 000
2025	74		379 400			379 400
2026	75		747 600			747 600
2027	76		119 600			119 600
2028	77		821 800			821 800
2029 et plus	78					
	79		4 088 400			4 088 400
Intérêts et frais accessoires	80					
	81		4 088 400			4 088 400

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

13. Avantages sociaux futurs

	2023	2022
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82	
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83	
	84	
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86	
Régimes à cotisations déterminées	87	84 320
Autres régimes (REER et autres)	88	74 153
Régimes de retraite des élus municipaux	89	10 508
	90	94 828
		84 661

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**14. Autres passifs**

	2023	2022
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	91	
Assainissement des sites contaminés	92	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	93	
Autres		
▪	94.1	
	95	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	96	
Passifs engagés	97	
Passifs réglés	98	() ()
Charge de désactualisation ¹	99	
Révisions des estimations de flux de trésorerie	100	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	101	

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	102	19 231 566			19 231 566
Eaux usées	103	5 435 354			5 435 354
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	104	18 284 645	761 514		19 046 159
Autres					
▪ Autres infrastructures	105.1	1 895 082	18 517		1 913 599
Réseau d'électricité	106				
Bâtiments	107	5 240 249	272 402		5 512 651
Améliorations locatives	108				
Véhicules	109	2 783 100	10 429		2 793 529
Ameublement et équipement de bureau	110	1 250 233	11 961		1 262 194
Machinerie, outillage et équipement divers	111	1 367 004	151 046		1 518 050
Terrains	112	473 794			473 794
Autres	113	9 545			9 545
	114	55 970 572	1 225 869		57 196 441
Immobilisations en cours	115	2 331 045	6 460 392		8 791 437
	116	58 301 617	7 686 261		65 987 878
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	117	12 524 226	329 842		12 854 068
Eaux usées	118	4 397 686	306 372		4 704 058
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	119	6 047 792	330 942		6 378 734
Autres					
▪ Autres infrastructures	120.1	1 200 526	91 357		1 291 883
Réseau d'électricité	121				
Bâtiments	122	2 149 042	122 485		2 271 527
Améliorations locatives	123				
Véhicules	124	771 185	150 685		921 870
Ameublement et équipement de bureau	125	1 051 908	66 120		1 118 028
Machinerie, outillage et équipement divers	126	903 156	58 747		961 903
Autres	127	9 545			9 545
	128	29 055 066	1 456 550		30 511 616
VALEUR COMPTABLE NETTE	129	29 246 551			35 476 262
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	130				
Amortissement cumulé	131	()	()	()	()
Valeur comptable nette	132				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

16. Propriétés destinées à la revente

		2023	2022
Immeubles de la réserve foncière	133		
Immeubles industriels municipaux	134	154 189	154 189
Autres	135		
	136	154 189	154 189
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	137		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	138	154 189	154 189

Note**17. Actifs incorporels achetés**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	139.1				
	140				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	141.1				
	142				
VALEUR COMPTABLE NETTE	143				

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2023	2022
Frais payés d'avance			
▪		144.1	
Autres			
▪		145.1	
		146	

Note**19. Obligations contractuelles****Enlèvement de la neige :**

La ville s'est engagée à payer pour un contrat de déneigement de 5 ans jusqu'en avril 2025. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2023 est de 293 872 \$ et représente les versements suivants au cours des deux prochains exercices : 2024, 174 902 \$ et 2025, 118 970 \$.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Évaluation foncière :

La ville s'est engagée à payer pour un contrat d'évaluation foncière de 5 ans jusqu'en décembre 2028. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2023 est de 635 437 \$ et représente les versements suivants pour les 5 prochains exercices : 2024, 127 087 \$, 2025, 127 087 \$, 2026, 127 087 \$, 2027, 127 087 \$ et 2028, 127 087 \$.

Location de matériel roulant :

La ville s'est engagée à payer pour un contrat de location d'un camion citerne et autopompe, indexé annuellement selon l'IPC, pour 25 ans soit jusqu'en avril 2031. Le solde de l'engagement estimatif au 31 décembre 2023 est de 285 134 \$ et les versements minimums au cours des cinq prochains exercices sont les suivants : 2024, 38 882 \$, 2025, 38 882 \$, 2026, 38 882 \$, 2027, 38 882 \$ et 2028, 38 882 \$.

Utilisation du gymnase et de la piscine :

La ville s'est engagée à payer pour un contrat d'utilisation du gymnase et de la piscine jusqu'en décembre 2026. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2023 est de 225 440 \$ et représente les versements suivants au cours des trois prochains exercices : 2024, 74 772 \$, 2025, 75 145 \$ et 2026, 75 523 \$.

Office municipal d'Habitation :

La ville s'est engagée à payer 10 % de la part de la Ville de Warwick des dépenses budgétaires de l'Office municipal d'Habitation de Victoriaville-Warwick.

20. Droits contractuels**Location de la Salle du Canton :**

La ville a signé un contrat de concession de la Salle du Canton du 12 août 2020 jusqu'au 12 août 2025. Le locataire s'est engagé à verser 10 % des revenus de location de salle, de vente de nourriture, de vente de boissons et de vestiaire. À la date des états financiers, un montant de 24 443 \$ été comptabilisé à titre de revenu.

Protection contre les incendies :

En 2021, la ville a signé une entente municipale avec les municipalités de Chesterville, Saint-Félix-de-Kingsey, Tingwick, Sainte-Clotilde-de-Horton, Sainte-Claude, Sainte-Camille, les villes de Danville et Kingsey Falls ainsi que les organismes municipaux de la Régie intermunicipale d'incendie des 3 Monts, la Régie intermunicipale Incentraide et le service de sécurité incendie de la MRC de l'Érable pour le partage des dépenses d'incendie en fonction de la RFU établie dans l'entente. Cette entente est d'une durée de trois ans et est renouvelable par périodes successives de trois ans.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Assainissement des eaux usées :

En 2023, la ville a signé une entente industrielle avec certaines entreprises relative à l'utilisation des ouvrages d'assainissement des eaux usées. La facturation est faite en fonction des données réelles d'utilisation de ces entreprises. Cette entente d'une durée de cinq ans est renouvelable par périodes successives de cinq ans.

Programme d'aide à la voirie locale (PAVL) - Volet redressement :

Dans le cadre du programme d'aide à la voirie locale - volet redressement, la ville et le gouvernement du Québec ont signé un protocole d'entente dans lequel le gouvernement s'engage à verser une somme de 651 788 \$ pour des travaux. À la date des états financiers, aucun montant n'a été comptabilisé à titre de revenu.

21. Passifs éventuels

S/O

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2023	2022
Emprunts temporaires			
▪	147.1		
	148		
Dettes à long terme			
▪ Prêt 3 - Centre culturel et comm.	149.1	600 000	541 392
▪ Prêt 4 - Centre culturel et comm.	149.2	200 000	181 234
▪ Prêt 7 - Centre culture et comm.	149.3	545 000	471 691
	150	1 345 000	1 194 317
	151	1 345 000	1 194 317

La ville a cautionné des emprunts à long terme, contractés par le Centre Culturel et Communautaire de Warwick, dont une conseillère de la ville siège sur le conseil d'administration de l'organisme et le maire est le directeur des opérations. Il est impossible d'évaluer le montant que la ville pourrait devoir payer en cas de défaut du Centre Culturel et Communautaire de Warwick.

B) Auto-assurance

S/O

C) Poursuites

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

D) Autres

S/O

22. Actifs éventuels

S/O

23. Redressement aux exercices antérieurs

S/o

24. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation de la dette nette comportent une comparaison avec le budget adopté par l'organisme municipal.

25. Instruments financiers

Gestion des risques liés aux instruments financiers

Dans le cours normal de ses activités, l'organisme municipal est exposé à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour l'organisme municipal sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie et aux débiteurs (à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, les mutations et les amendes et pénalités).

L'exposition maximale de l'organisme municipal au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Débiteurs

Le risque de crédit associé aux débiteurs autres que les taxes municipales et tenant lieu de taxes à recevoir, les taxes à la consommation, les amendes et pénalités à recevoir, est réduit, puisque l'organisme municipal évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. L'organisme municipal ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, l'organisme municipal croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Il établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Il enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que l'organisme municipal éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. L'organisme municipal gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. L'organisme municipal établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'il dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de change, le risque de taux d'intérêt et le risque de prix autre. L'organisme municipal est exposé à ces risques.

Risque de taux d'intérêt

L'exposition au risque de taux d'intérêt de l'organisme municipal est attribuable à ses actifs et passifs financiers portant intérêt. Pour les instruments financiers portant intérêt à taux fixe, la volatilité des taux d'intérêt se répercute sur la juste valeur des actifs et des passifs financiers, mais comme l'organisme municipal a l'intention de rembourser ses emprunts et ses dettes selon l'échéance prévue, il est peu exposé à ce risque.

L'organisme municipal est exposé au risque associé aux variations des taux d'intérêt de ses emprunts à taux variable. Ce risque est réduit puisque ces emprunts se renouvellent automatiquement annuellement.

La valeur comptable des instruments financiers portant intérêt se détaille comme suit :

Taux fixe : Dette à long terme: 4 088 400 \$ (4 424 500 \$ en 2022)

Taux variable: Trésorerie et équivalents de trésorerie: 10 434 \$ (1 800 230 \$ en 2022), Emprunts temporaires: 4 900 000 \$ (0 \$ en 2022)

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

L'effet net, tant sur les actifs financiers que sur les passifs financiers, d'une augmentation (diminution) de taux d'intérêt égale à 1 % au cours de l'exercice aurait réduit (augmenté) de 67 416 \$ l'excédent annuel lié aux activités de 2023.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

26. Informations relatives à une apparentée

La ville fait annuellement des contributions importantes à l'organisme CENTRE CULTUREL ET COMMUNAUTAIRE DE WARWICK INC. dont le maire et une conseillère siègent sur le conseil d'administration. Les contributions de l'exercice 2023 totalisent 237 483 \$. Il est impossible de déterminer si les opérations ont été conclues à une valeur différente de celle qui aurait été établie si les parties n'avaient pas été apparentées.

27. Événements postérieurs à la date de l'état de la situation financière**Emprunt**

Après la fin d'exercice, la ville a contracté un prêt au montant de 3 474 000 \$ portant intérêt à un taux de 5,2 % et échéant le 15 février 2029.

Achat de parcelles de terrain

Après la fin d'exercice, la ville a acquis deux parcelles de terrain. La première au montant de 120 000 \$ et la deuxième au montant de 245 000 \$, totalisant 365 000 \$.

28. Chiffres comparatifs

Certains chiffres de 2022 ont été reclassés afin de rendre la présentation conforme avec celle adoptée en 2023.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	Budget 2023		Réalizations 2023		Réalizations 2022
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Revenus					
Fonctionnement					
Taxes	1	7 155 279	7 325 398		6 920 693
Compensations tenant lieu de taxes	2	176 913	180 262		177 409
Quotes-parts	3				
Transferts	4	536 186	567 813		580 978
Services rendus	5	465 534	531 367		441 262
Imposition de droits	6	420 000	251 053		264 375
Amendes et pénalités	7	18 000	13 195		20 470
Revenus de placements de portefeuille	8	6 600	60 736		41 421
Autres revenus d'intérêts	9	28 000	57 662		42 508
Autres revenus	10		80 093		631 234
Effet net des opérations de restructuration	11				
	12	8 806 512	9 067 579		9 120 350
Investissement					
Taxes	13		186 460		186 460
Quotes-parts	14				
Transferts	15	826 409	4 076 060		511 716
Imposition de droits	16		156 457		387 804
Autres revenus					
Contributions des promoteurs	17				96 461
Autres	18		121 839		114 321
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19				
Effet net des opérations de restructuration	20				
	21	826 409	4 540 816		1 110 302
	22	9 632 921	13 608 395		10 230 652
Charges					
Administration générale	23	1 126 879	1 104 561	37 923	1 138 006
Sécurité publique	24	1 479 752	1 520 470	189 441	1 562 286
Transport	25	1 669 633	1 427 491	485 098	2 004 035
Hygiène du milieu	26	1 784 835	2 156 126	587 321	1 980 682
Santé et bien-être	27		15 308		36 100
Aménagement, urbanisme et développement	28	612 895	491 578	19 937	526 973
Loisirs et culture	29	1 346 900	1 236 391	136 830	1 257 131
Réseau d'électricité	30				
Frais de financement	31	114 800	116 363		111 119
Effet net des opérations de restructuration	32				
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33		1 456 550	(1 456 550)	
	34	8 135 694	9 524 838		8 616 332
Excédent (déficit) de l'exercice	35	1 497 227	4 083 557		1 614 320

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023		2022
		Budget	Réalisations	Réalisations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 497 227	4 083 557	1 614 320
Moins : revenus d'investissement	2 (	826 409)(	4 540 816)(	1 110 302)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	670 818	(457 259)	504 018
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Amortissement	4		1 456 550	1 440 542
Produit de cession	5			633 874
(Gain) perte sur cession	6			(585 287)
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8		1 456 550	1 489 129
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9		7 000	
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11		7 000	
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12		42 588	36 742
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13		(42 588)	
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			50 000
	15			86 742
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	216 139)(	216 139)(	196 915)
	18	(216 139)	(216 139)	(196 915)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	276 179)(	202 115)(	137 459)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20		700 255	51 909
Excédent de fonctionnement affecté	21		172 408	195 917
Réserves financières et fonds réservés	22	(178 500)	(15 580)	(1 584)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(454 679)	654 968	108 783
	26	(670 818)	1 902 379	1 487 739
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		1 445 120	1 991 757

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	4 540 816	1 110 302
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés			
Acquisition d'immobilisations corporelles			
Administration générale	2 (	1 322)(	24 693)
Sécurité publique	3 (	46 699)(	45 968)
Transport	4 (	4 360 584)(	931 749)
Hygiène du milieu	5 (	1 916 983)(	446 750)
Santé et bien-être	6 ())
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	31 493)(	107 497)
Loisirs et culture	8 (	1 329 180)(	160 022)
Réseau d'électricité	9 ())
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 ())
	11 (	7 686 261)(	1 716 679)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	12 (	7 000)()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	13 ())
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	14		
Affectations			
Activités de fonctionnement	15	202 115	137 459
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	16	363 764	147 741
Excédent de fonctionnement affecté	17	625 976	50 902
Réserves financières et fonds réservés	18		
	19	1 191 855	336 102
	20	(6 501 406)	(1 380 577)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	(1 960 590)	(270 275)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget	Réalizations	
		2023	2023	2022
Rémunération				
Liée au programme Accès entreprise Québec	1			
Autre	2	2 199 482	2 150 590	1 955 269
Charges sociales				
Liées au programme Accès entreprise Québec	3			
Autres	4	472 970	436 773	398 941
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	5			
Ententes de services				
Services de transport collectif	6			
Autres services	7			
Autres biens et services	8	4 860 782	4 537 481	3 869 423
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	9	81 735	86 130	80 023
D'autres organismes municipaux	10			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	29 865	29 865	31 052
D'autres tiers	12			
Autres frais de financement	13		368	44
Contributions				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	14	350 860	424 029	403 744
Transferts	15			
Autres	16			
Autres				
Transferts	17			
Autres	18	140 000	403 052	437 294
Amortissement				
Immobilisations corporelles	19		1 456 550	1 440 542
Actifs incorporels achetés	20			
Autres				
▪	21.1			
	22	8 135 694	9 524 838	8 616 332

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	1 585 104	1 489 664
Excédent de fonctionnement affecté	2	826 645	1 316 917
Réserves financières et fonds réservés	3	25 680	10 100
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 ())
Financement des investissements en cours	5	(1 468 971)	515 461
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	32 363 470	25 916 229
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	33 331 928	29 248 371
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	1 585 104	1 489 664
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10		
	11	1 585 104	1 489 664
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Équilibre budgétaire	12.1	103 111	172 408
▪ Assainissement	12.2	253 349	48 349
▪ Pavillon Baril	12.3		625 975
▪ Eau potable	12.4	470 185	470 185
	13	826 645	1 316 917
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	14.1		
	15		
	16	826 645	1 316 917

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪	17.1	
	18	
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	19.1	
	20	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	21	
Organismes contrôlés et partenariats	22	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	23	
Organismes contrôlés et partenariats	24	
Montant non réservé		
Administration municipale	25	
Organismes contrôlés et partenariats	26	
Fonds local d'investissement	27	
Fonds local de solidarité	28	
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	25 680
Autres		10 100
▪	30.1	
	31	25 680
	32	10 100

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 ()(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 ()(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 ()(
Autres	37 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 ()(
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	40 ()(
Assainissement des sites contaminés	41 ()(
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	42 ()(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	43 ()(
Autres	44.1 ()(
▪	45 ()(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	46 ()(
Utilisation du fonds de roulement	47 ()(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	48 ()(
Utilisation du fonds de roulement	49 ()(
Autres	50.1 ()(
▪	51 ()(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	52 ()(
Mesure relative à la COVID-19	53 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	54 ()(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	55 ()(
Autres	56.1 ()(
▪	57 ()(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	58	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	59	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	60	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	61	
Autres	62.1	
▪	63	
	64 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	65 1 085 894	538 926
Investissements à financer	66 (2 554 865)(	23 465)
	67 (1 468 971)	515 461
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	68 35 476 262	29 246 551
Propriétés destinées à la revente	69 154 189	154 189
Prêts	70	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	71	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	72	
	73 35 630 451	29 400 740
Ajustements aux éléments d'actif	74	
	75 35 630 451	29 400 740
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	76 (4 084 565)(	4 414 913)
Frais reportés liés à la dette à long terme	77 (3 835)(	9 587)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	78 836 801	956 762
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	79	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	80 (15 382)	(16 773)
	81 (3 266 981)(	3 484 511)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	82 ())
	83 (3 266 981)(	3 484 511)
	84 32 363 470	25 916 229

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

		2023	2022
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3		
Charge de l'exercice	4	()(
Cotisations versées par l'employeur	5		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8	()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11		
Provision pour moins-value	12	()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16	()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	()(
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20		
Cotisations salariales des employés	21	()(
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22	()(
	23		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres	29.1		
▪	29.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31		
Rendement espéré des actifs	32	()(
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33		
Charge de l'exercice	34		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022	
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36	()(
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38		
Prestations versées au cours de l'exercice	39		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	43		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44		
DMERCA du nouveau volet	45		
DMERCA de l'ancien volet	46		
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	%	%
Autres hypothèses économiques			
▪	52.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2023	2022
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	() ()	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()	
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres	81.1		
	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84	() ()	
Rendement espéré des actifs	85		
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
	86		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	() ()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90		
Prestations versées au cours de l'exercice	91		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102		
Autres hypothèses économiques	103.1		
	103.1		

Renseignements financiers non audités

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TAXES		Réalizations 2023	Réalizations 2022
SUR LA VALEUR FONCIÈRE			
Taxes générales			
Taxe foncière générale	1	5 302 169	5 164 965
Taxes spéciales			
Service de la dette	2	192 291	184 671
Activités de fonctionnement	3		
Activités d'investissement	4		
Réserve financière pour le service de l'eau	5		
Réserve financière pour le service de la voirie	6		
Taxes de secteur			
Taxes spéciales			
Service de la dette	7	25 062	24 282
Activités de fonctionnement	8	290 211	239 251
Activités d'investissement	9	186 460	
Autres	10	27 694	27 175
	11	6 023 887	5 640 344
SUR UNE AUTRE BASE			
Taxes, compensations et tarification			
Services municipaux			
Eau	12	567 587	602 533
Égout	13	8 583	7 207
Traitement des eaux usées	14	264 723	56 825
Matières résiduelles	15	578 207	546 814
Autres			
▪ Fosses septiques	16.1	37 042	35 149
Centres d'urgence 9-1-1	17	31 829	31 821
Service de la dette	18		
Pouvoir général de taxation	19		
Activités de fonctionnement	20		
Activités d'investissement	21		
	22	1 487 971	1 280 349
Taxes d'affaires			
Sur l'ensemble de la valeur locative	23		
Autres	24		
	25		
	26	1 487 971	1 280 349
	27	7 511 858	6 920 693

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		Réalisations 2023	Réalisations 2022
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28		
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29		
Compensations pour les terres publiques	30		
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	31	44 465	44 762
Cégeps et universités	32		
Écoles primaires et secondaires	33	130 926	129 933
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34		
	35	175 391	174 695
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	36		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	37		
Taxes d'affaires	38		
	39		
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	40	4 871	2 714
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	41		
	42	4 871	2 714
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43		
Autres	44		
	45		
	46	180 262	177 409

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TRANSFERTS		Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	47		
Sécurité publique			
Police	48		
Sécurité incendie	49	22 486	23 709
Sécurité civile	50		
Autres	51		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	52	92 140	120 004
Enlèvement de la neige	53	43 649	43 819
Autres	54		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	55		
Transport adapté	56		
Transport scolaire	57		
Autres	58		
Transport aérien	59		
Transport par eau	60		
Autres	61		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	62		
Réseau de distribution de l'eau potable	63	24 807	25 770
Traitement des eaux usées	64		
Réseaux d'égout	65	8 114	8 530
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	66	56 253	47 408
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	67		
Tri et conditionnement	68		
Autres	69		
Autres	70		
Cours d'eau	71		
Protection de l'environnement	72		9 629
Autres	73		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)		
Santé et bien-être		
Logement social	74	
Sécurité du revenu	75	
Autres	76	
Aménagement, urbanisme et développement		
Aménagement, urbanisme et zonage	77	
Rénovation urbaine	78	2 000
Promotion et développement économique	79	
Autres	80	
Loisirs et culture		
Activités récréatives	81	3 197
Activités culturelles		
Bibliothèques	82	30 100
Autres	83	34 400
Réseau d'électricité	84	
	85	282 746
		345 689

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT		
Administration générale	86	
Sécurité publique		
Police	87	
Sécurité incendie	88	
Sécurité civile	89	
Autres	90	
Transport		
Réseau routier		
Voirie municipale	91	2 052 371
Enlèvement de la neige	92	109 865
Autres	93	
Transport collectif		
Transport en commun		
Transport régulier	94	
Transport adapté	95	
Transport scolaire	96	
Autres	97	
Transport aérien	98	
Transport par eau	99	
Autres	100	
Hygiène du milieu		
Eau et égout		
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	101	295 571
Réseau de distribution de l'eau potable	102	414 445
Traitement des eaux usées	103	322 547
Réseaux d'égout	104	414 445
Matières résiduelles		
Déchets domestiques et assimilés	105	
Matières recyclables		
Collecte sélective		
Collecte et transport	106	
Tri et conditionnement	107	
Autres	108	
Autres	109	
Cours d'eau	110	
Protection de l'environnement	111	
Autres	112	

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)		
Santé et bien-être		
Logement social	113	
Sécurité du revenu	114	
Autres	115	
Aménagement, urbanisme et développement		
Aménagement, urbanisme et zonage	116	
Rénovation urbaine	117	
Promotion et développement économique	118	
Autres	119	
Loisirs et culture		
Activités récréatives	120	660 636
Activités culturelles		68 028
Bibliothèques	121	
Autres	122	238 592
Réseau d'électricité	123	
	124	4 076 060
		511 716

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS DE DROIT			
Regroupement municipal et réorganisation municipale	125		
Péréquation	126		
Neutralité	127		
Partage des redevances sur les ressources naturelles	128		
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	129	208 829	174 786
Fonds de développement des territoires	130		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	131		
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	132	76 238	60 503
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC			
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	133		
Autres	134		
	135	285 067	235 289
TOTAL DES TRANSFERTS	136	4 643 873	1 092 694

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

SERVICES RENDUS		Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX			
Administration générale			
Grefe et application de la loi	137		
Évaluation	138		
Autres	139		
	140		
Sécurité publique			
Police	141		
Sécurité incendie	142	383 222	332 649
Sécurité civile	143		
Autres	144		
	145	383 222	332 649
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	146		
Enlèvement de la neige	147		
Autres	148		
Transport collectif	149		
Autres	150		
	151		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	152		
Réseau de distribution de l'eau potable	153		
Traitement des eaux usées	154		
Réseaux d'égout	155		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	156		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	157		
Tri et conditionnement	158		
Autres	159		
Autres	160		
Cours d'eau	161		
Protection de l'environnement	162		
Autres	163		
	164		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)			
Santé et bien-être			
Logement social	165		
Autres	166		
	167		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	168		
Rénovation urbaine	169		
Promotion et développement économique	170		
Autres	171		
	172		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	173	72 865	46 662
Activités culturelles			
Bibliothèques	174		
Autres	175		
	176	72 865	46 662
Réseau d'électricité	177		
	178	456 087	379 311

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Réalisations 2023	Réalisations 2022
AUTRES SERVICES RENDUS			
Administration générale			
Grefte et application de la loi	179		
Évaluation	180		
Autres	181		
	182		
Sécurité publique			
Police	183		
Sécurité incendie	184		
Sécurité civile	185		
Autres	186		
	187		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	188		
Enlèvement de la neige	189	15 639	14 876
Autres	190	2 465	5 641
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	191		
Transport adapté	192		
Transport scolaire	193		
Autres	194		
Autres	195		
	196	18 104	20 517
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	197	1 811	416
Réseau de distribution de l'eau potable	198		
Traitement des eaux usées	199		
Réseaux d'égout	200		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	201		
Matières recyclables	202		
Autres	203		
Cours d'eau	204		
Protection de l'environnement	205		
Autres	206		
	207	1 811	416

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Réalisations 2023	Réalisations 2022
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)			
Santé et bien-être			
Logement social	208		
Sécurité du revenu	209		
Autres	210		
	211		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	212		
Rénovation urbaine	213		
Promotion et développement économique	214		
Autres	215		
	216		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	217	55 365	41 018
Activités culturelles			
Bibliothèques	218		
Autres	219		
	220	55 365	41 018
Réseau d'électricité	221		
	222	75 280	61 951
TOTAL DES SERVICES RENDUS	223	531 367	441 262

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Réalizations 2023	Réalizations 2022
IMPOSITION DE DROITS			
Licences et permis	224	36 511	33 254
Droits de mutation immobilière	225	185 778	203 511
Droits sur les carrières et sablières	226	185 221	415 414
Autres	227		
	228	407 510	652 179
AMENDES ET PÉNALITÉS			
	229	13 195	20 470
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE			
	230	60 736	41 421
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS			
	231	57 662	42 508
AUTRES REVENUS			
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	232		585 287
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	233		
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	234	100	
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	235	42 588	
Contributions des promoteurs	236		96 461
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	237		
Contributions des organismes municipaux	238		
Autres contributions	239	121 839	114 321
Redevances réglementaires	240		
Autres	241	37 405	45 947
	242	201 932	842 016
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION			
	243		

ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Réalizations 2023		Total	Réalizations 2022
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE					
Conseil	1	140 753		140 753	122 415
Greffe et application de la loi	2	1 174		1 174	5 290
Gestion financière et administrative	3	530 474	37 923	568 397	549 172
Évaluation	4	105 753		105 753	105 552
Gestion du personnel	5				
Autres					
▪	6.1	326 407		326 407	355 577
	7	1 104 561	37 923	1 142 484	1 138 006
SÉCURITÉ PUBLIQUE					
Police	8	745 395		745 395	699 676
Sécurité incendie	9	758 514	189 441	947 955	846 199
Sécurité civile	10	5 722		5 722	5 722
Autres	11	10 839		10 839	10 689
	12	1 520 470	189 441	1 709 911	1 562 286
TRANSPORT					
Réseau routier					
Voirie municipale	13	982 247	485 098	1 467 345	1 511 712
Enlèvement de la neige	14	343 119		343 119	384 007
Éclairage des rues	15	48 488		48 488	49 531
Circulation et stationnement	16	38 046		38 046	44 294
Transport collectif					
Transport en commun	17	15 591		15 591	14 491
Transport aérien	18				
Transport par eau	19				
Autres	20				
	21	1 427 491	485 098	1 912 589	2 004 035

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Réalizations 2023		Total	Réalizations 2022
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
HYGIÈNE DU MILIEU					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	22	147 889		147 889	145 468
Réseau de distribution de l'eau potable	23	143 726	329 842	473 568	470 827
Traitement des eaux usées	24	923 471		923 471	209 565
Réseaux d'égout	25	35 501	257 479	292 980	318 239
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés					
Collecte et transport	26	133 077		133 077	120 714
Élimination	27	95 636		95 636	92 237
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	28	226 131		226 131	204 264
Tri et conditionnement	29	87 163		87 163	87 495
Matières organiques					
Collecte et transport	30	150 724		150 724	142 954
Traitement	31	58 427		58 427	53 467
Matériaux secs					
Autres	33				
Plan de gestion	34	72 858		72 858	54 610
Autres	35	17 957		17 957	17 625
Cours d'eau	36	27 693		27 693	26 096
Protection de l'environnement	37				
Autres	38	35 873		35 873	37 121
	39	2 156 126	587 321	2 743 447	1 980 682
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE					
Logement social	40	15 308		15 308	36 100
Sécurité du revenu	41				
Autres	42				
	43	15 308		15 308	36 100

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Réalizations 2023		Total	Réalizations 2022
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT					
Aménagement, urbanisme et zonage	44	369 970	19 937	389 907	361 002
Rénovation urbaine					
Biens patrimoniaux	45				
Autres biens	46				57 000
Promotion et développement économique					
Industries et commerces	47	78 771		78 771	74 642
Tourisme	48	35 837		35 837	34 329
Autres	49				
Autres	50	7 000		7 000	
	51	491 578	19 937	511 515	526 973
LOISIRS ET CULTURE					
Activités récréatives					
Centres communautaires	52	125 075	52 721	177 796	152 926
Patinoires intérieures et extérieures	53	237 483	3 583	241 066	249 881
Piscines, plages et ports de plaisance	54	74 399		74 399	74 032
Parcs et terrains de jeux	55	402 237	72 635	474 872	376 943
Parcs régionaux	56				
Expositions et foires	57				
Autres	58				
	59	839 194	128 939	968 133	853 782
Activités culturelles					
Centres communautaires	60				
Bibliothèques	61	397 197	7 891	405 088	403 349
Patrimoine					
Musées et centres d'exposition	62				
Autres ressources du patrimoine	63				
Autres	64				
	65	397 197	7 891	405 088	403 349
	66	1 236 391	136 830	1 373 221	1 257 131

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Réalizations 2023		Total	Réalizations 2022
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	67				
FRAIS DE FINANCEMENT					
Dette à long terme					
Intérêts	68	110 243		110 243	98 708
Autres frais	69	5 752		5 752	12 367
Autres frais de financement					
Avantages sociaux futurs	70				
Autres	71	368		368	44
	72	116 363		116 363	111 119
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	73				
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	74	1 456 550 (	1 456 550)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2023

Table des matières

Autres renseignements financiers non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles	3
Analyse de la dette à long terme	4
Endettement total net à long terme	5
Analyse de la charge de quotes-parts	6
Acquisition d'immobilisations corporelles par objets	7
Analyse de la rémunération	8
Analyse des revenus de transfert par sources	9
Frais de financement par activités	10
Rémunération des élus	11

Autres renseignements

Questionnaire	12
---------------	----

Autres renseignements financiers non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Réalizations 2023	Réalizations 2022
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	801 623	
Usines de traitement de l'eau potable	2	295 571	322 548
Usines et bassins d'épuration	3	17 617	
Conduites d'égout	4	802 171	124 203
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	4 350 157	575 014
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10	137 968	
Autres infrastructures	11		
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13		
Édifices communautaires et récréatifs	14	1 183 722	113 328
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	10 429	306 552
Ameublement et équipement de bureau	18	11 961	36 506
Machinerie, outillage et équipement divers	19	75 042	135 243
Terrains	20		103 285
Autres	21		
	22	7 686 261	1 716 679

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

Non audité

		Réalizations 2023	Réalizations 2022
Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	1	801 623	
Usines de traitement de l'eau potable	2	295 571	322 548
Usines et bassins d'épuration	3	17 617	
Conduites d'égout	4	802 171	124 203
Autres infrastructures	5	4 444 863	575 014
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	6		
Usines de traitement de l'eau potable	7		
Usines et bassins d'épuration	8		
Conduites d'égout	9		
Autres infrastructures	10	43 262	
Autres immobilisations corporelles	11	1 281 154	694 914
	12	7 686 261	1 716 679

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	351 700		17 000	334 700
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	3 116 038		199 139	2 916 899
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	3 467 738		216 139	3 251 599
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	956 762		119 961	836 801
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	956 762		119 961	836 801
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15	956 762		119 961	836 801
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	956 762		119 961	836 801
	19	4 424 500		336 100	4 088 400
Dette en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	4 424 500		336 100	4 088 400

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	4 088 400
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	2 554 865
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5.1	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	6	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	836 801
Autres montants	9	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	
Autres		
▪	11.1	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	5 806 464
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
	13	
Endettement net à long terme	14	5 806 464
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	15	751 814
Communauté métropolitaine	16	
Autres organismes	17	
Endettement total net à long terme	18	6 558 278
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	6 558 278
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Réalizations 2023	Réalizations 2022
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	109 269	108 708
Sécurité publique			
Police	4	386	381
Sécurité incendie	5	14 477	14 643
Sécurité civile	6		
Autres	7		
Transport			
Réseau routier	8		
Transport collectif	9		
Autres	10		
Hygiène du milieu			
Eau et égout	11		
Matières résiduelles	12	17 957	17 625
Cours d'eau	13	27 693	26 096
Protection de l'environnement	14		
Autres	15	72 858	54 610
Santé et bien-être			
Logement social	16		
Autres	17		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	18	43 227	43 512
Rénovation urbaine	19		
Promotion et développement économique	20	106 734	108 971
Autres	21		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	22	9 717	7 527
Activités culturelles	23	21 711	21 671
Réseau d'électricité			
	24		
	25	424 029	403 744

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023*Non audité*

		2023	2022
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	7 658 139	1 716 679
Frais de financement	4	28 122	
Autres	5		
	6	7 686 261	1 716 679

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	10,54	31,50	17 262,46	902 049	190 643	1 092 692
Professionnels	2						
Cols blancs	3	6,39	34,00	11 306,30	378 668	87 171	465 839
Cols bleus	4	9,53	40,00	19 798,75	546 191	106 370	652 561
Policiers	5						
Pompiers	6	4,00	31,50	6 560,00	217 478	29 993	247 471
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	30,46		54 927,51	2 044 386	414 177	2 458 563
Élus	9	7,00			106 204	22 596	128 800
	10	37,46			2 150 590	436 773	2 587 363

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2	24 807				24 807
Réseau de distribution de l'eau potable	3		90 318	205 253		295 571
Traitement des eaux usées	4					
Réseaux d'égout	5	8 114				8 114
Autres	6	516 961	1 818 824	1 964 862	14 734	4 315 381
	7	549 882	1 909 142	2 170 115	14 734	4 643 873

FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		2023	2022
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	367	45
	4	367	45
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	81 913	71 069
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	81 913	71 069
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	13 149	18 046
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	13 149	18 046
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		
Réseau de distribution de l'eau potable	17	8 899	8 913
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19	8 396	9 344
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	17 295	18 257
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32	2 670	
Promotion et développement économique	33		2 737
Autres	34		
	35	2 670	2 737
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	969	965
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		
	39	969	965
Réseau d'électricité			
	40		
	41	116 363	111 119

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Pascal Lambert	1.1 Maire	29 954	8 191	1 318	659
Marie-Josée Boissonneault	1.2 Conseiller	6 552	3 276		
Noëlla Comtois	1.3 Maire suppléant	14 197	7 099	1 713	857
Amélie Hinse	1.4 Conseiller	6 606	3 003	198	99
Patricia Carrier	1.5 Conseiller	6 522	3 276		
Martin Vaudreuil	1.6 Conseiller	6 522	3 276		
Céline Dumas	1.7 Conseiller	6 522	3 276		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité**OUI NON**

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre 1 _____ \$

Les questions 2 à 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières? 2

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 3 _____ 191 763 \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? 4

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille 5 _____ \$

Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement 6 _____ \$

Ligne 3 : Autres revenus 7 _____ \$

Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille 8 _____ \$

Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value 9 _____ \$

Ligne 7 : Autres créances douteuses 10 _____ \$

Ligne 9 : Autres charges 11 _____ \$

Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie 12 _____ \$

Ligne 13 : Placements de portefeuille 13 _____ \$

Ligne 14 : Débiteurs 14 _____ \$

Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement 15 _____ \$

Ligne 16 : Provision pour moins-value 16 _____ \$

Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer 17 _____ \$

Ligne 20 : Revenus reportés 18 _____ \$

Ligne 21 : Dette à long terme 19 _____ \$

Ligne 24 : Libres 20 _____ \$

Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts 21 _____ \$

Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts 22 _____ \$

Montant des pardons de prêts constatés
Solde cumulatif au début de l'exercice 23 _____ \$

Constatés au cours de l'exercice 24 _____ \$

Solde cumulatif à la fin de l'exercice 25 _____ \$

Les questions 5 à 12 s'appliquent aux municipalités seulement

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :
- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU. 26
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 27 _____ \$
- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières. 28
- Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2023 29 _____ \$
- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM). 30
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 31 _____ \$
- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM). 32
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 33 _____ \$
6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)? 34
- Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)? 35
- Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :
7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :
- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 36
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 37 _____ \$
- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 38
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 39 _____ \$
8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)? 40
- Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :
- a) crédits de taxes 41 _____ \$
- b) autres formes d'aide 42 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2023

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2023

43 \$10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2023 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD44 130 947 \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

▪	Dépenses relatives à l'entretien d'hiver	45	110 107 \$
▪	Dépenses relatives à l'entretien d'été		
	Systèmes de sécurité	46	17 036 \$
	Chaussées pavées - entretien préventif	47	40 007 \$
	Chaussées pavées - entretien palliatif	48	226 706 \$
	Chaussées en gravier - entretien préventif	49	2 591 \$
	Chaussées en gravier - entretien palliatif	50	14 681 \$
	Systèmes de drainage	51	5 290 \$
	Abords de routes	52	26 004 \$
	Total des dépenses relatives à l'entretien d'été	53	332 315 \$

b) Dépenses d'investissement

▪	Dépenses relatives à l'entretien d'hiver	54	\$
▪	Dépenses relatives à l'entretien d'été	55	\$

c) Total des frais encourus admissibles 56 442 422 \$

d) Description des dépenses d'investissement

- Relatives à l'entretien d'hiver :
- Relatives à l'entretien d'été :

e) Si le total des frais encourus à la ligne 56 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2023 (ligne 44), veuillez fournir les justifications :

f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 53 et 55), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2023 (ligne 44), veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a)	Numéro de la résolution	57	2024-02-51
b)	Date d'adoption de la résolution	58	2024-02-05

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?* 59
- Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :
- a) Numéro de la résolution 60 2019-11-394
- b) Date d'adoption de la résolution 61 2023-11-04
12. Règlement sur les informations devant être communiquées par une municipalité locale en application de l'article 8 de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.2)
- Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année*
- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire 62 _____
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin 63 _____
- Examens, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens*
- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'année 64 _____
- d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux au cours de l'année par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique 65 _____
- e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure 66 _____
- f) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves 67 _____
- g) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient 68 _____
- Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens*
- h) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité 69 474
- i) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité dont le poids est plus de 20 kg 70 _____
- j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité 71 _____
- Règlement*
- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)? 72

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

La question 13 s'applique aux MRC et aux municipalités seulement

13. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	73	_____	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	74	_____	\$
Ligne 3 : Autres revenus	75	_____	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	76	_____	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	77	_____	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	78	_____	\$
Ligne 9 : Autres charges	79	_____	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	80	_____	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	81	_____	\$
Ligne 14 : Débiteurs	82	_____	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	83	_____	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	84	_____	\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	85	_____	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	86	_____	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	87	_____	\$
Ligne 24 : Libres	88	_____	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	89	_____	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	90	_____	\$

La question 14 s'applique aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité**OUI** **NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? 1

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

- Si oui, présentez-vous le budget consolidé? 2

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget? 3

3. Bien que les normes sur les éléments incorporels achetés soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2024 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée? 4

Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)? 5

5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)? 6

6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État? 7

La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier? 8

- Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant? 9

Les questions 8 et 9 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- J'atteste que le présent rapport financier transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : _____

Nom du signataire : _____

Fonction du signataire : _____

Date de transmission au Ministère : _____

Date et heure de la dernière modification : 2024-04-23 07:41
